

N°358
MARS
2020

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence France Trésor

page 1

Actualité économique

page 2

Données générales sur la dette

page 3

Marché secondaire

page 5

Dettes négociables de l'État

page 6

Économie française et comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence France Trésor

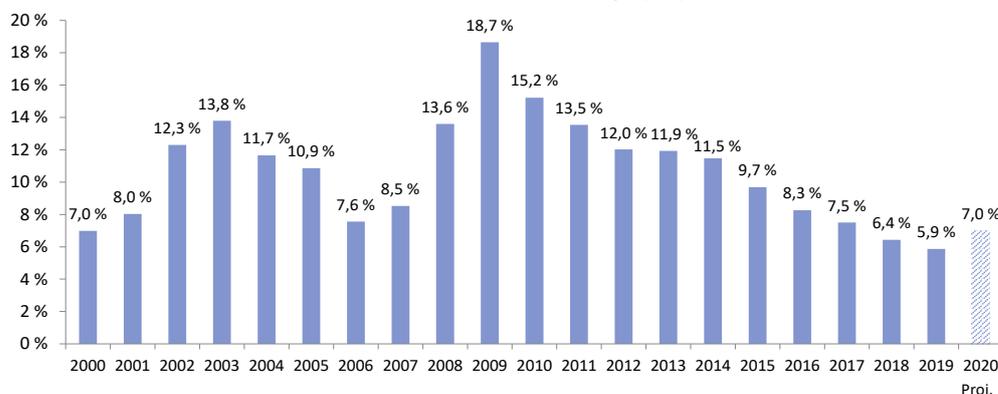
RÉVISION DU PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ÉTAT POUR L'ANNÉE 2020 SUITE À LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2020

Sur la base du projet de loi de finances rectificative (PLFR) présenté en conseil des ministres le 18 mars 2020 pour financer les mesures en réponse à la crise du coronavirus et à ses répercussions, M. Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, a arrêté le programme de financement révisé de l'État pour l'année 2020.

Aux termes de la loi de finances rectificative promulguée le 23 mars, le besoin de financement de l'État s'inscrit en hausse de 15,6 milliards d'euros par rapport au montant prévu en loi de finances initiale (LFI) pour 2020 pour s'établir à 246,1 milliards d'euros, dont 109,0 milliards d'euros pour le déficit à financer, et les ressources de financement hors émissions de dette s'inscriront en baisse de 6,9 milliards d'euros.

En milliards d'euros	2020 LFI	2020 LFR
Besoins de financement		
Amortissement de la dette à moyen et long terme	136,4	136,4
Dont amortissement de la dette à moyen et long terme (nominal)	130,5	130,5
Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)	5,9	5,9
Amortissements des autres dettes	0,5	0,5
SNCF Réseau - amortissements	1,8	1,7
Déficit à financer	93,1	109,0
Autres besoins de trésorerie	-1,3	-1,5
Total	230,5	246,1
Ressources de financement		
Émission de dette à moyen et long termes nette des rachats	205,0	210,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	2,0	0,0
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	10,0	27,5
Variation des dépôts des correspondants	6,4	0,0
Variation des disponibilités du Trésor	3,6	4,1
Autres ressources de trésorerie	3,5	4,5
Total	230,5	246,1

L'équilibre du tableau de financement se traduit par une hausse de 22,5 milliards d'euros de l'encours de dette par rapport à la LFI. Cette hausse décompose en une augmentation supplémentaire de 17,5 milliards d'euros de l'encours des titres à court terme (BTF), portant la hausse de l'encours par rapport à fin 2019 à 27,5 milliards d'euros (contre 10 milliards d'euros prévus en LFI) et une hausse de 5 milliards d'euros des émissions de dette à moyen et long termes nette des rachats (pour atteindre 210 milliards d'euros). Le recours aux emprunts à court terme permettra d'absorber l'impact des mesures de soutien à l'économie annoncées par le gouvernement pour répondre à la crise sanitaire et d'entretenir la liquidité des titres sur ce segment, dont l'encours a très sensiblement diminué ces dernières années (cf. graphique ci-dessous).



Pour rappel, les émissions brutes de dette à moyen et long termes de l'AFT étaient de 246 milliards d'euros en 2019 et 235 milliards d'euros en 2018 pour, respectivement, un montant net de rachats de 200 et 195 milliards d'euros. Aussi, un montant de 210 milliards d'euros net de rachats n'implique pas nécessairement une hausse du montant des émissions brutes.

Au premier trimestre 2020, la France a émis 72,4 milliards d'euros de dette à moyen et long terme à des conditions de financement exceptionnelles, avec un taux moyen pondéré de -0,07 %, négatif comme lors des troisième et quatrième trimestres 2019.

L'épidémie de coronavirus a conduit les gouvernements de l'Union européenne à prendre des mesures fortes pour répondre au défi sanitaire et épidémique. Il en résulte un double choc pour les économies touchées, de demande et d'offre. Le scénario présenté ici est celui de la loi de finances rectificative, arrêté au 16 mars 2020. Il ignore les développements ultérieurs liés à l'épidémie, ainsi que les décisions de politique économique prises postérieurement par différents pays. Il considère que la France et les autres principales économies de l'Union européenne appliqueraient des mesures de restriction de l'activité et des déplacements pour une durée d'un mois.

La consommation des ménages constitue le principal canal par lequel ces mesures affecteraient l'économie. La consommation subirait une baisse marquée et temporaire, concentrée sur des secteurs non indispensables. Ce repli engendrerait une épargne forcée, partiellement consommée au deuxième semestre. La baisse de l'activité aurait un impact négatif sur l'emploi et la masse salariale, compensé en partie par les mesures de chômage partiel et d'indemnisation prises par le gouvernement. La faible inflation (0,6 % en 2020, après 1,1 % en 2019), due notamment au bas prix du pétrole, soutiendrait toutefois le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages. **Au total, sur l'ensemble de l'année 2020, la consommation reculerait d'environ -2 %.**

L'investissement des entreprises, qui s'était montré particulièrement résistant au ralentissement à l'œuvre en 2019, pâtirait quant à lui du ralentissement général de l'activité, ainsi que de la hausse progressive du coût du financement des entreprises, atténuée toutefois par les mesures prises par le Gouvernement pour faciliter l'accès au crédit des entreprises et limiter l'impact de la crise sur leur trésorerie.

Pour ce qui est du **commerce extérieur**, les mesures mises en œuvre dans les principales économies européennes auraient un effet négatif très prononcé sur leur activité, se répercutant sur les exportations françaises (-1 %). Toutefois, du fait du recul de la demande intérieure en France et de la baisse de la facture énergétique, les importations enregistreraient une baisse analogue.

Au total, le choc négatif lié à l'épidémie de coronavirus conduirait à une évolution du PIB d'environ -1 % en 2020, principalement via la baisse de la consommation des ménages et la baisse de la demande en provenance de Chine et de la zone euro. Les mesures mises en œuvre par le gouvernement permettront de limiter l'impact de l'épidémie sur l'année 2020 en atténuant la chute du PIB au premier semestre et en contribuant au rebond sur le second semestre. En outre, la réponse des autorités monétaires devrait avoir pour effet de contenir le choc sur le coût de financement des États et des entreprises. La présente évaluation est soumise à des aléas importants, au premier rang desquels la durée des mesures de restriction et des effets économiques de l'épidémie.

Hypothèses de croissance retenues dans la loi de finances rectificative

	2018		2019		2020	
Opérations sur biens et services en volume						
Produit intérieur brut (CJO*)	1,7	0	1,3	(-0,1)	-1	(-2,3)
Consommation finale des ménages	0,9	(-0,0)	1,2	0	-2	(-3,5)
FBCF des entreprises non financières	3,9	0	4,3	-0,9	-0,5	(-3,2)
Importations	1,2	(-0,0)	2,2	(-0,0)	-0,9	(-3,4)
Exportations	3,5	0	1,9	(-0,4)	-1	(-3,5)
*corrige des jours ouvrés						
Croissance potentielle et écart de production						
Croissance potentielle	1,25		1,25		1,25	
Écart de production	-0,1	0	0	(-0,1)	-2,2	(-2,4)

Note de lecture : chiffres entre parenthèses = écart par rapport au PLF 2020.

CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

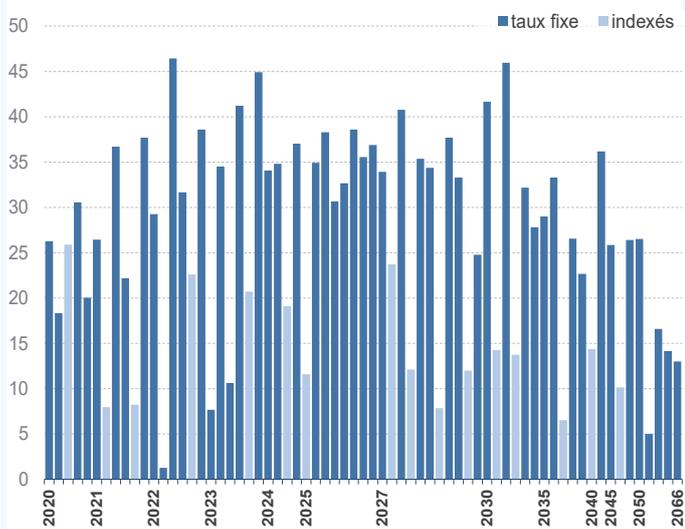
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Avril 2020	date d'adjudication	6	14	20	27	/	16	2	16
	date de règlement	8	16	22	29	/	20	6	20
Mai 2020	date d'adjudication	4	11	18	25	/	20	7	20
	date de règlement	6	13	20	27	/	25	11	25

■ décalage (jour fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 29 FÉVRIER 2020

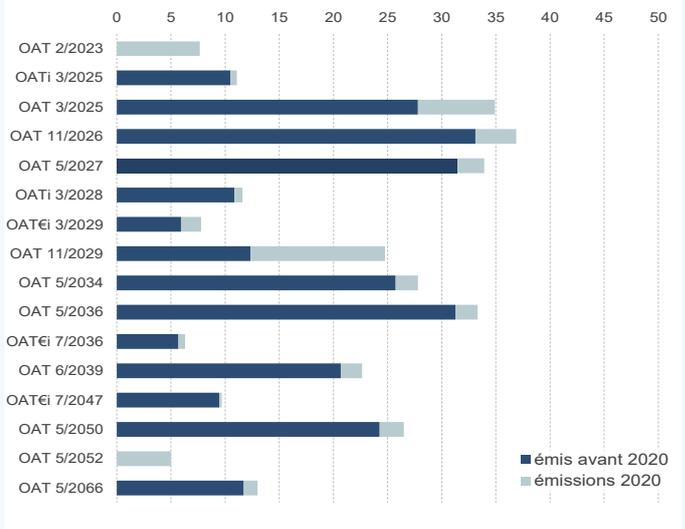
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 29 FÉVRIER 2020

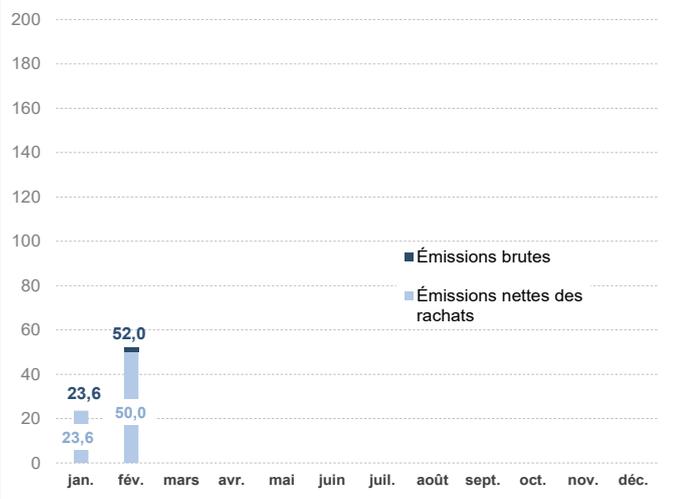
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 29 FÉVRIER 2020

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 29 FÉVRIER 2020

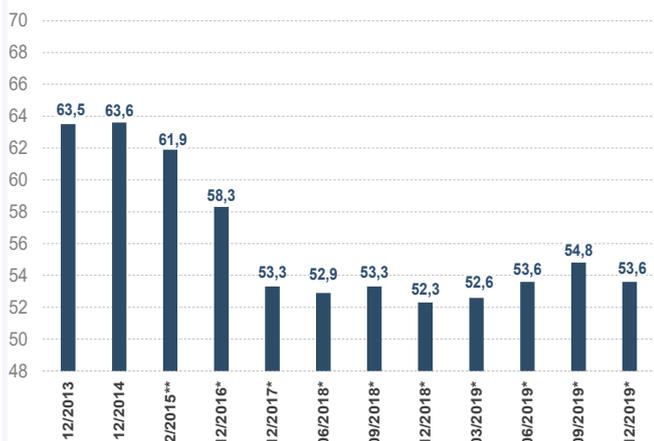
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
mars-20	0,0	
avr-20	12,3	26,3
mai-20	7,2	18,3
juin-20	0,4	
juil-20	3,0	26,1
août-20		
sept-20		
oct-20	10,6	30,5
nov-20	1,4	20,0
déc-20		
janv-21		
févr-21		26,4

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 4^{ÈME} TRIMESTRE 2019

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



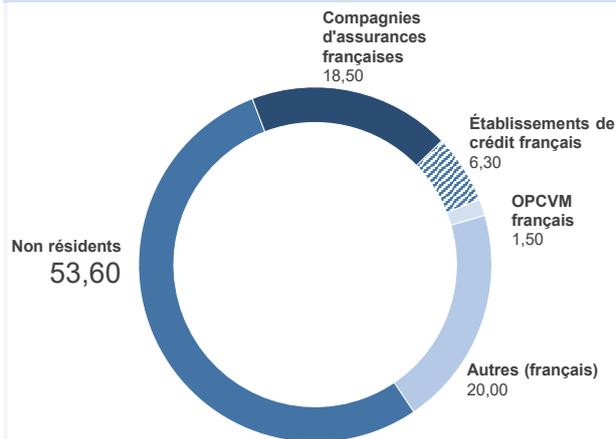
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 4^{ÈME} TRIMESTRE 2019

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 29 FÉVRIER 2020

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	1 751 087 705 105
Encours démembré	57 285 959 600
Durée de vie moyenne	8 ans et 256 jours
Total dette à court terme	97 377 000 000
Durée de vie moyenne	114 jours
Encours total	1 848 464 705 105
Durée de vie moyenne	8 ans et 95 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2016 AU 29 FÉVRIER 2020

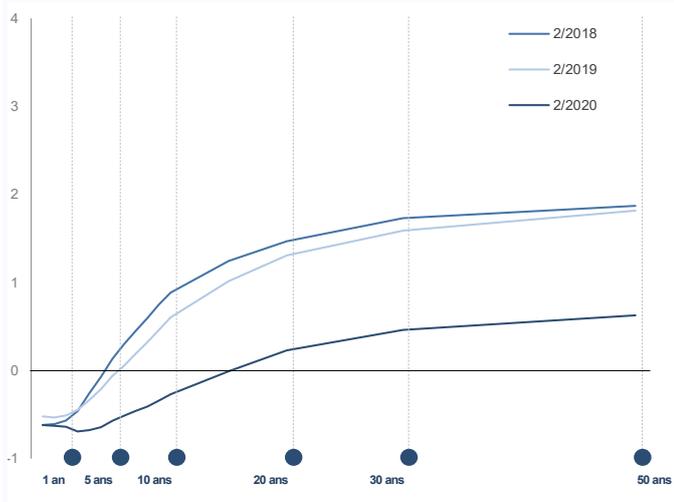
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2016	Fin 2017	Fin 2018	Fin janv. 2020	Fin fév. 2020
Encours de la dette négociable	1 621	1 686	1 756	1 838	1 848
<i>dont titres indexés</i>	200	202	220	228	231
Moyen et Long Terme	1 487	1 560	1 644	1 739	1 751
Court Terme	134	126	113	99	97
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	7 ans	7 ans	7 ans	8 ans	8 ans
	195 jours	296 jours	336 jours	56 jours	95 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

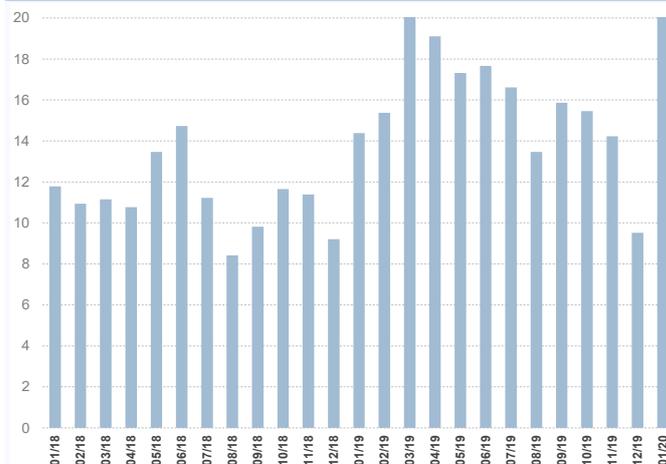
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRMENT ET DE REMEMBREMENT

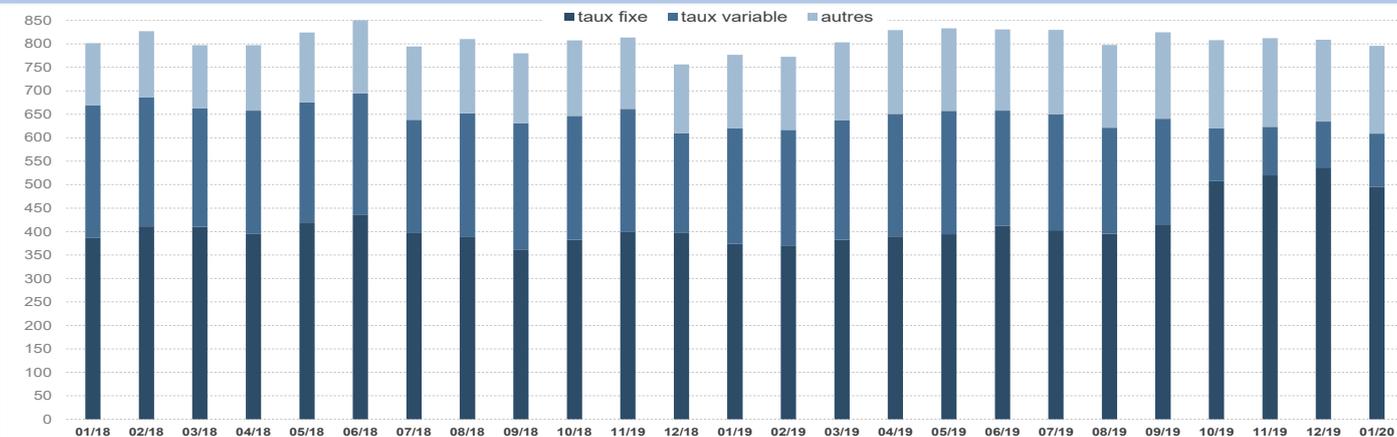
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 29 FÉVRIER 2020

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0125848533	BTF 4 mars 2020	5 551 000 000
FR0125692444	BTF 11 mars 2020	4 480 000 000
FR0125533119	BTF 25 mars 2020	5 811 000 000
FR0125848558	BTF 8 avril 2020	6 503 000 000
FR0125848582	BTF 16 avril 2020	4 595 000 000
FR0125533127	BTF 22 avril 2020	4 897 000 000
FR0125848590	BTF 29 avril 2020	5 032 000 000
FR0125848566	BTF 6 mai 2020	3 275 000 000
FR0125848608	BTF 13 mai 2020	5 095 000 000
FR0125533135	BTF 20 mai 2020	4 669 000 000
FR0125848616	BTF 27 mai 2020	2 257 000 000
FR0125533143	BTF 17 juin 2020	5 561 000 000
FR0125848640	BTF 1 juillet 2020	4 850 000 000
FR0125692451	BTF 15 juillet 2020	5 158 000 000
FR0125848657	BTF 29 juillet 2020	1 894 000 000
FR0125692469	BTF 12 août 2020	5 267 000 000
FR0125692477	BTF 9 septembre 2020	4 087 000 000
FR0125848467	BTF 7 octobre 2020	5 661 000 000
FR0125848475	BTF 4 novembre 2020	5 131 000 000
FR0125848483	BTF 2 décembre 2020	3 979 000 000
FR0125848673	BTF 27 janvier 2021	3 624 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2020 - 2023) AU 29 FÉVRIER 2020

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2020		121 031 650 400				
FR0010854182	OAT 3,50 % 25 avril 2020	26 261 000 000			0	
FR0012557957	OAT 0,00 % 25 mai 2020	18 332 000 000			0	x
FR0010050559	OAT€i 2,25 % 25 juillet 2020	25 873 650 400 (1)	1,28024	20 210 000 000	0	
FR0010949651	OAT 2,50 % 25 octobre 2020	30 547 000 000			0	
FR0012968337	OAT 0,25 % 25 novembre 2020	20 018 000 000			3 000 000	x
Échéance 2021		139 113 103 800				
FR0013311016	OAT 0,00 % 25 février 2021	26 442 000 000			0	x
FR0013140035	OAT€i 0,10 % 1 mars 2021	7 940 517 000 (1)	1,04950	7 566 000 000	0	x
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	36 680 000 000			0	
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021	22 159 000 000			0	x
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	8 200 586 800 (1)	1,05406	7 780 000 000	0	
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	37 691 000 000			0	
Échéance 2022		169 761 440 760				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	29 253 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 243 939 990			629 888 400	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	46 422 000 000			0	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	31 666 000 000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	22 594 500 770 (1)	1,13809	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	38 582 000 000			0	
Échéance 2023		159 591 769 343				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	7 668 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	34 487 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 388 665 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	41 220 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	20 692 573 440 (1)	1,14653	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			450 085 000	

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2019 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2024 ET PLUS) AU 29 FÉVRIER 2020

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2024		125 000 532 630				
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	34 068 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024	19 097 532 630 (1)	1,06577	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	37 025 000 000			42 000 000	x
Échéance 2025		148 078 688 578				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	11 590 760 460 (1)	1,04506	11 091 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	34 899 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	38 297 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 844 964 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	32 638 000 000			0	x
Échéance 2026		111 020 000 000				
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	38 595 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	35 550 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	36 875 000 000			0	x
Échéance 2027		98 408 998 000				
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	33 924 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	23 731 998 000 (1)	1,12155	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	40 753 000 000			54 043 600	
Échéance 2028		81 840 969 971				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	12 110 858 560 (1)	1,04332	11 608 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	28 111 411 (3)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	35 344 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	34 358 000 000			0	x
Échéance 2029		115 573 293 963				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	7 843 971 040 (1)	1,00978	7 768 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	37 680 880 458			2 502 846 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	33 281 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	12 005 442 465 (1)	1,30705	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	24 762 000 000			0	x
Échéance 2030		55 905 048 560				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	41 642 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	14 263 048 560 (1)	1,05208	13 557 000 000	0	x
Échéance 2031		45 948 000 000				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	45 948 000 000			53 500 000	x
Échéance 2032		45 892 549 500				
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	13 730 226 900 (1)	1,29714	10 585 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	32 162 322 600			10 924 757 400	
Échéances 2033 et plus		333 921 659 600				
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	27 802 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			4 567 637 000	
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	33 300 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	6 499 032 160 (1)	1,03192	6 298 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 684 941 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	22 659 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 355 037 320 (1)	1,20156	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	36 152 000 000			6 298 099 000	
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25 824 000 000			1 409 010 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	10 148 590 120 (1)	1,04711	9 692 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	26 409 000 000			700 900 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	26 515 000 000			103 600 000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	5 000 000 000			0	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	16 583 000 000			8 369 118 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	14 140 000 000			7 569 304 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	12 997 000 000			689 600 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2019 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.



DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-1,8 %	01/2020
Consommation des ménages*, glissement annuel	-0,3 %	02/2020
Taux de chômage (BIT)	8,1 %	T4-2019
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	1,4 %	02/2020
• ensemble hors tabac	1,2 %	02/2020
Solde commercial, fab-fab, cvs	-5,9 Md€	01/2020
" "	-3,7 Md€	12/2019
Solde des transactions courantes, cvs	-2,8 Md€	01/2020
" "	-0,2 Md€	12/2019
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	-0,09 %	30/3/2020
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,35 %	27/3/2020
Euro / dollar	1,10	30/3/2020
Euro / yen	119,34	30/3/2020

* produits manufacturés
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

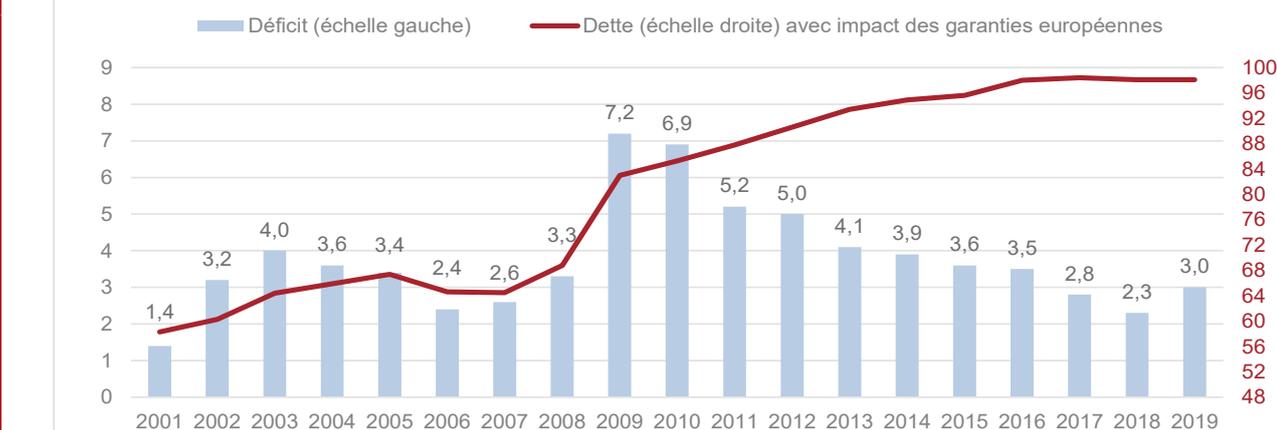
EN MILLIARDS D'EUROS

	2018	2019	niveau à la fin janvier		
			2018	2019	2020
Solde du budget général	-76,91	-96,91	-7,96	-12,57	-14,15
Recettes	313,79	301,07	25,66	19,24	21,06
Dépenses	390,69	397,98	33,62	31,80	35,21
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,82	4,08	-2,79	-5,17	-5,82
Solde général d'exécution	-76,00	-92,84	-10,76	-17,73	-19,97

Source : Ministère de l'Action et des Comptes publics

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

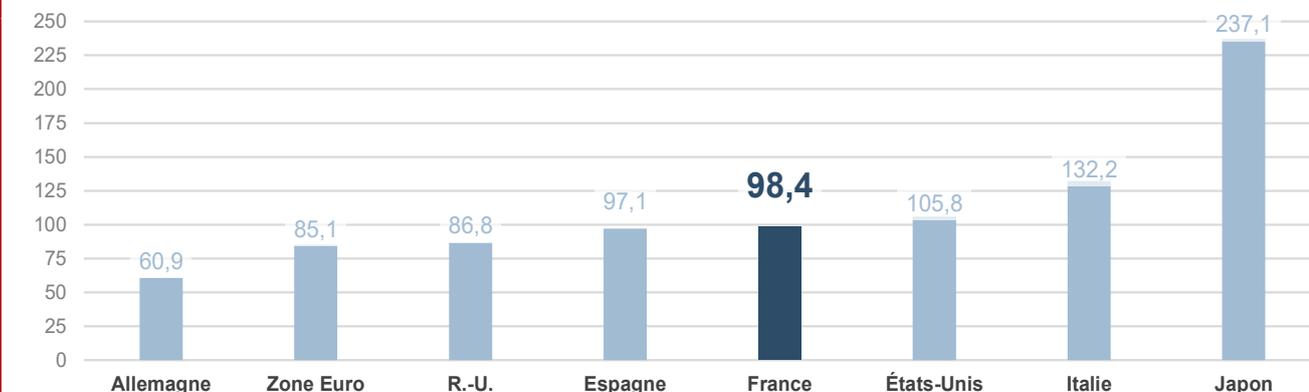
EN % DU PIB



Sources : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2018

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

AVRIL 2020 

7 Commerce extérieur en valeur en février	7 Balance des paiements en février	10 Production industrielle : indice de février	15 Prix à la consommation : indice de mars	15 Réserves nettes de change en mars	17 Inflation IPCH : indice de mars
22 Conjoncture dans l'industrie : enquête trimestrielle d'avril	22 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle d'avril	27 Demandeurs d'emploi T1 2020	28 Conjoncture auprès des ménages : enquête mensuelle d'avril	30 Prix de production et d'importation de l'industrie : indices de mars	30 Dépenses de consommation des ménages en biens en mars

MAI 2020 

7 Commerce extérieur en valeur en mars	7 Estimation flash de l'emploi salarié - T1 2020	7 Investissements dans l'industrie : enquête d'avril	7 Balance des paiements en mars	7 Indice de la production industrielle en mars	15 Prix à la consommation - résultats définitifs d'avril
15 Réserves nettes de change en avril	20 Inflation IPCH : indice d'avril	26 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en mai	27 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en mai	29 Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en avril	29 Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés T1 2020
29 Dépenses de consommation des ménages en biens en avril					

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin
Rédaction : Agence France Trésor
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • 

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».